



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 17 décembre 2024

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	17
Nombre de votants :	22

Date de la convocation : 09 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept décembre à quinze heures vingt-cinq, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabine HUET (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie PETIT, M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU, M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Guy PROTEAU, M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabine HUET, Mme Béatrice ORTEGA : pouvoir à M. Stéphane DELAGE, M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac).

Absents :

Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Budget Principal de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes –
Décision Modificative n°4

Finances

Monsieur le Président expose :

Afin de procéder à une évolution du Budget Principal de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le Budget Principal comme suit :

Dépenses - fonctionnement				Crédits		Explications
Chap	Art	Fonc	Désignation	Diminués	Augmentés	
65	657363	410	CCAS / CIAS		110 000,00	Ajustement relatif aux mises à disposition
					110 000,00	

Recettes - fonctionnement				Crédits		Explications
Chap	Art	Fonc	Désignation	Diminués	Augmentés	
70	70848	410	Mise à disposition de personnel aux autres organismes		110 000,00	Remboursement du CIAS lié aux mises à disposition
					110 000,00	

Dépenses - Investissement				Crédits		Explications
Opé	Art	Fonc	Désignation	Diminués	Augmentés	
202307	2111	632	Stratégie Foncière	25 000,00		Budget non consommé
202404	2152	632	ZA LES GROIX - Nieulle		25 000,00	Ajustement prévisionnel nécessaire suite à l'ouverture des plis
				25 000,00	25 000,00	

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-1, L. 2311-2 et L. 1612-11 ;

Vu la délibération n°2024/CC03/20 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2024 portant adoption du Budget Principal 2024 ;

Vu les délibérations n°2024/CC04/14 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2024, n°2024/CC05/09 en date du 24 septembre 2024 et n°2024/CC06/06 en date du 12 novembre 2024 portant décisions modificatives n°1, n°2 et n°3 du Budget Principal 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- D'approuver la décision modificative n°4 au Budget Principal ;
- D'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte À LA MAJORITÉ

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 1
M. Richard GUÉRIT

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Président
Patrice BROUHARDLe Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.